Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 18 (1945)

Heft: 6: Numéro spécial : l'exposition "l'Amérique bâtit" : architecture contemporaine des Etats-Unis

Artikel: La cité contemporaine n'est qu'un pis aller

Autor: Wright, F.-L.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-122573

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

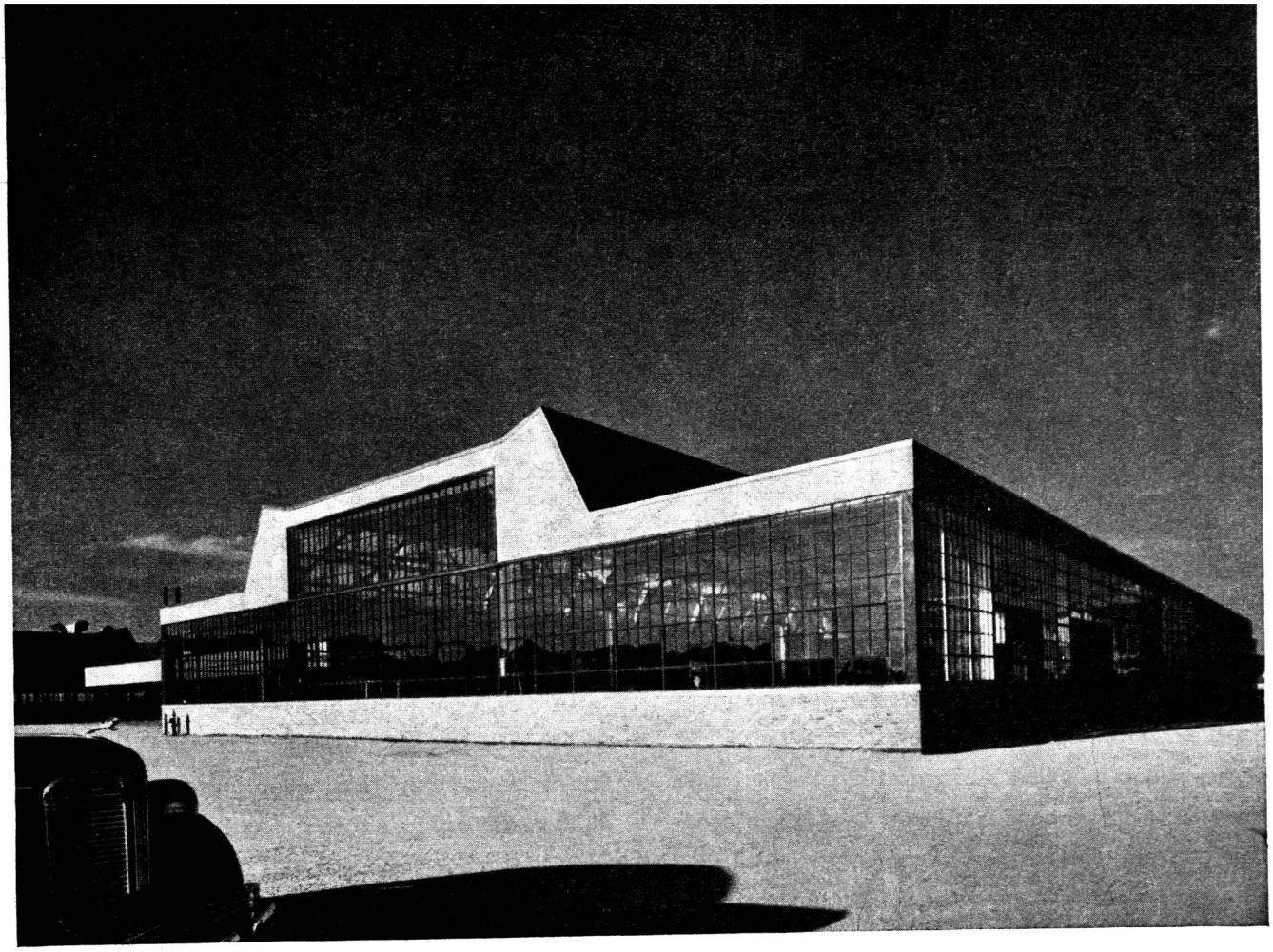
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



La cité contemporaine n'est qu'un pis aller

PAR F.-L. WRIGHT
ARCHITECTE

Trois facteurs économiques principaux, tout aussi artificiels les uns que les autres, et qui peuvent être considérés comme la survivance des dernières traditions mesquines que la féodalité avait fait naître, ont été codifiés par nos lois sur la production.

Ces trois facteurs sont même devenus des éléments essentiels d'un système économique légal, certes, mais non naturel, donc non démocratique. Deux d'entre eux, qui n'ont d'économique que le nom sont connus sous forme de loyers : loyer de l'argent et loyer de la terre ; ils n'ont toutefois rien de logique : ils ne sont au contraire que des aspects injustifiables de revenus non gagnés. Le troisième, qui est le trafic des inventions mécaniques, par le truchement des brevets, peut être, lui aussi, assimilé à une forme de loyer.

Les activités urbaines, dont le développement, phénomène bien typique de notre époque, ne cesse de s'accroître, agissent comme un levier puissant sous le couvert de ces trois principes économiques antinaturels : à tel point que nous pouvons considérer ce développement comme une véritable monstruosité.

La première et la plus importante de ces formes de loyer, celle qui a le plus contribué à la croissance

désordonnée des villes dans la pauvreté et dans le malheur est le loyer imposé sur la terre. Les valeurs foncières, nées de la croissance ou des améliorations communes, peuvent se trouver fortuitement en la possession d'un unique individu, dont les pouvoirs sur un lopin de terre prend alors la forme d'une véritable fortune protégée par la loi. Les profits provenant de cette fortune, créent, à leur tour, une série de parasites, qui jouiront donc dans une certaine mesure de revenus gagnés, non à la force de leurs poignets, mais par des trafics dont la terre sera l'objet : d'où le gratte-ciel, qui ne tardera pas à se dresser sur le lotissement urbain fortuné. Le lieu de prédilection d'une telle fortune est la cité moderne.

Le second de ces facteurs artificiels est le loyer d'argent. Selon l'ancienne loi mosaïque des intérêts, on fait vivre l'argent comme une marchandise impérissable, condamnée à un travail forcé à perpétuité, dans l'unique intention de rendre tout travail inutile. Cette fortune sera donc constituée par l'argent considéré comme prime sur l'accroissement du travail : des armées de parasites, là encore, s'occuperont assidûment de la vente, de la distribution, du recouvrement de ces biens, gagnés arbitrairement, imposition mystérieuse sur tous les gains. Ainsi, une nouvelle marchandise spéculative, l'Argent, a fait son apparition ; elle a droit de cité, alors qu'elle devrait normalement être considérée comme une monstruosité. La ville moderne est un des fortins de défense de cette marchandise, elle aussi antinaturelle.

Le troisième de ces facteurs artificiels est le revenu provenant de la Machine elle-même. Les profits de ce puissant levier, qui devrait être, à présent, commun à tous et utilisé par tous, sont investis dans de mystérieuses entreprises. Une centralisation intense capitalise le trafic des inventions. Par ce triomphe de « l'individualisme brut », les bénéfices de la machine, créée de l'ingéniosité de ceux qui ont bâti notre monde, sont presque tous canalisés, comme par un entonnoir, dans les poches de capitaines d'industrie, de moins en moins nombreux, mais de plus en plus acharnés. Ces profits ne sont donc plus à leur place que dans une mesure infime : et il n'y a pas de raison pour que cette mesure soit dépassée, dans l'état actuel des choses : la vie de l'homme, en fait, a été profondément modifiée par la Machine : il lui est sacrifié, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'il peut profiter de ses avantages.

Des armées de commis voyageurs délégués par les puissances d'argent ont été chargées d'écouler la surproduction insensée provoquée par ces facilités mécaniques manipulées avec une rapacité irraisonnée. Ainsi la Machine devient ennemie de l'homme, propriétaire dépossédé des biens qu'elle aurait dû lui procurer. Le métier de vendeur est donc, là encore, une création subordonnée à cette forme de fortune ; il est devenu une puissante arme moderne. Par le financement, par le recouvrement accompagné de menaces, par l'augmentation des profits artificiels, on a formé une capitalisation exempte de risques, et complètement faussée.

La tendance naturelle de ces revenus non gagnés est de se concentrer dans des mains de moins en moins nombreuses. Une action inévitable de centralisation des capitaux prend alors naissance.

Il faudra donc chercher des sanctions légales sans nombre, pour entretenir cette énorme puissance ; il faudra appliquer continuellement ces sanctions en faveur de ces facteurs dits « économiques », pour les maintenir solidement. Elles deviendront une véritable nécessité que le gouvernement devra inévitablement mettre en vigueur : la morale ainsi ne s'harmonisera plus avec l'éthique : ce que nous appelons, idéalement, légal, est dès lors en contradiction avec ce qui est appliqué en réalité. Nous ne considérons pas comme juste ce qui n'est qu'un expédient.

L'idéal jeffersonien ou démocratique des Etats-Unis fut jadis « que le gouvernement qui gouverne le moins est le meilleur ». Pour maintenir la paix et ce qu'on pourrait appeler la justice, entre les passions assidûment occupées à faire de l'argent avec l'argent, le gouvernement a dû établir des normes très compliquées. Il fut lui-même emporté dans le mouvement, et des armées de petits et grands fonctionnaires durent être créées ; les instances nécessaires devinrent de plus en plus complexes, pour maintenir l'ordre et recouvrer sans fin les impôts indispensables à l'existence du système. Nous pourrions donc ajouter cette forme de fortune aux trois autres dont nous venons de parler; nous pourrions la dénommer «faveur

officielle» en remarquant qu'elle est étroitement subordonnée à une propagande perpétuelle, qui a pour tâche de faire valoir ces droits acquis aux yeux du peuple. L'homme de loi est né du besoin de faire fonctionner cette bureaucratie; il est légion maintenant, et s'est chargé de formuler les règles du jeu adoptées par ces marchands de promesses qui s'appellent les politiciens. Il est devenu impossible de posséder de la terre, de la faire fructifier, de la travailler, de la vendre, de l'acheter, de fabriquer une marchandise quelconque avec sécurité, de créer une affaire, de la remettre, de convoler en justes noces ou de passer de vie à trépas, sans suivre les directives et les conseils de ces spécialistes ès enchevêtrements : c'est ce que nous appelons la Civilisation machiniste. Comment s'étonner dès lors que leurs décisions soient si souvent contradictoires ? Ils sont tous des satellites du loyer universel dans ses formes multiples. Nos 600 000 experts juridiques sont les cerbères inévitables de cet état de choses. Nous ajouterons donc aussi l'homme de loi aux activités subordonnées à la Fortune : mandaté pour prévenir le malheur, il en tire profit.

Une force solide maintient le statu quo entre ces trois facteurs artificiels : la Police. Ce n'est vraiment que par leur foi en Dieu que les hommes seront sauvés, non par leurs œuvres.

Telle est dans son ensemble, aux Etats-Unis, la structure économique de la société : la base de ce que nous pourrions appeler la démocratie républicaine ou la république démocratique. Ces trois facteurs artificiels subsistent dans la forme même de notre état social, celui-là même qui a construit des villes sans ordre et qui continue à les surpeupler. La base absolument inorganique des villes survivantes se nourrit à toutes les sources de production, en augmentant la production uniquement pour obtenir une production plus intense encore. Et nos vieilles cités se démodent à chacune de ces augmentations forcenées. Les hommes qui, par leur travail manuel ou leurs capacités supérieures, qu'elles soient physiques ou esthétiques, intellectuelles ou morales, devraient avoir droit aux ressources naturelles ou à la production réelle, rendent de grands services à la vie humaine. C'est aux bûcherons et aux tireurs d'eau qu'il faut soumettre maintenant l'urgente question de la décentralisation. C'est l'homme, considéré comme individu, c'est le consommateur vivant, qui finalement devra répondre à la question essentielle de la production et de la consommation.

F.-L. WRIGHT.

Traduction O. R.

Extrait de : « When Democracy builds », Chicago, 1945.

REMARQUES SUR LA NOUVELLE ARCHITECTURE AMÉRICAINE

PAR ALFRED ROTH

L'Exposition « L'Amérique bâtit » signifie pour nous la reprise des liens d'amitié spirituelle avec notre grande « démocratie-sœur ». Nous attachons, à cet événement une importance primordiale. Cette amitié a toujours existé entre les Etats-Unis et nous : son interruption, durant la guerre, nous a été d'autant plus pénible, que nous vivons dans un petit pays, dont la manière de sentir et de penser est si semblable à celle de l'Amérique. Les relations maintenant rétablies, seront à l'avenir, espérons-le, intensifiées encore.

Cette exposition a été une grande et joyeuse surprise pour nous : il faut bien le dire, nous sommes spécialement impressionnés par le développement de la construction aux Etats-Unis, malgré les énormes efforts qui ont été nécessités dans le même temps par la conduite de la guerre. A la quantité se joint toujours ici la qualité de la production, et nous sommes étonnés de constater combien un travail d'une aussi rare maturité de pensée et d'un esprit aussi progressiste a pu être accompli, de l'est à l'ouest de l'Amérique, dans un temps aussi limité. A l'exception de la